

SENAT DE BELGIQUE**SESSION DE 1983-1984**

22 DECEMBRE 1983

Projet de loi relatif à l'organisation et au subventionnement de l'enseignement spécial intégré

PROJET TRANSMIS
PAR LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

ARTICLE 1^{er}

Dans l'intitulé de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial, les mots « et intégré » sont insérés après le mot « spécial ».

ART. 2

L'article 1^{er}, premier alinéa, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« La présente loi s'applique aux enfants et aux adolescents qui, sur la base d'un examen multidisciplinaire effectué par les institutions définies à l'article 5 de la présente loi, relèvent de l'enseignement spécial ou intégré en raison de leurs besoins et possibilités pédagogiques. Ils sont dénommés ci-après « handicapés. »

R. A 12929*Voir :***Documents de la Chambre des Représentants :**

454 (1982-1983) :

N° 1 : Proposition de loi.

N° 2 : Amendements.

N° 3 : Rapport.

Annales de la Chambre des Représentants :

20 et 22 décembre 1983.

BELGISCHE SENAAAT**ZITTING 1983-1984**

22 DECEMBER 1983

Ontwerp van wet houdende organisatie en subsidiëring van het geïntegreerd buitengewoon onderwijs

ONTWERP OVERGEZONDEN DOOR
DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

ARTIKEL 1

In het opschrift van de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs worden na het woord « buitengewoon » de woorden « en geïntegreerd » ingevoegd.

ART. 2

Artikel 1, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Deze wet is van toepassing op kinderen en adolescenten die op basis van een multidisciplinair onderzoek door instellingen als bepaald bij artikel 5 van deze wet, omwille van hun pedagogische noden en mogelijkheden aangewezen zijn op buitengewoon of geïntegreerd onderwijs. Zij worden hierna gehandicapten genoemd. »

R. A 12929*Zie :***Gedr. St. van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :**

454 (1982-1983) :

N° 1 : Voorstel van wet.

N° 2 : Amendementen.

N° 3 : Verslag.

Handelingen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :

20 en 22 december 1983.

ART. 3

Dans la même loi il est inséré, sous un chapitre IIbis (nouveau) « De l'enseignement intégré », un article 5bis, libellé comme suit :

« Article 5bis. — Afin de promouvoir l'ajustement social et la formation ou de permettre l'obtention d'un certificat d'études ou de qualification de l'enseignement ordinaire, l'intégration temporaire ou permanente d'un élève handicapé au sens de l'article 1^{er} de la présente loi dans l'enseignement ordinaire peut être organisée sous l'appellation d'enseignement intégré.

Le Roi détermine :

1. le montant du crédit ou de la subvention d'intégration;
2. les normes relatives au personnel complémentaire d'enseignement provenant de l'enseignement spécial.

Sur avis du Conseil supérieur de l'enseignement spécial, les Ministres de l'Education nationale déterminent, chacun en ce qui le concerne, les modalités d'organisation de l'enseignement intégré. »

Bruxelles, le 22 décembre 1983.

*Le Président
de la Chambre des Représentants,*

J. DEFRAIGNE.

Les Secrétaires,

E. BALDEWIJNS.

A. LIÉNARD.

ART. 3

In dezelfde wet wordt onder een hoofdstuk IIbis (nieuw) « Geïntegreerd onderwijs » een artikel 5bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 5bis. — Met het doel de sociale aanpassing en de opleiding te bevorderen of om de mogelijkheid te bieden een studie- of kwalificatiegetuigschrift van het gewoon onderwijs te behalen, kan de tijdelijke of permanente integratie van een gehandicapte leerling in de zin van artikel 1 van deze wet in het gewoon onderwijs worden georganiseerd onder de benaming geïntegreerd onderwijs.

De Koning bepaalt :

1. het bedrag van het integratiekrediet of de integratietoelage;
2. de normen voor bijkomende personeelsomkadering vanuit het buitengewoon onderwijs.

De Ministers van Onderwijs bepalen, elk voor wat hem betreft, op advies van de Hoge Raad voor Buitengewoon Onderwijs, de modaliteiten van organisatie van het geïntegreerd onderwijs. »

Brussel, 22 december 1983.

*De Voorzitter
van de Kamer van Volksvertegenwoordigers,*

J. DEFRAIGNE.

De Secretarissen,

E. BALDEWIJNS.

A. LIÉNARD.

630 (1983-1984) - n° 1
Document de Commission n° 1
Enseignement et Science

630 (1983-1984) - nr. 1
Commissiestuk nr. 1
Onderwijs en Wetenschap

SENAT DE BELGIQUE

Session de 1985 - 1986

13 janvier 1986

Projet de loi relatif à l'organisa-
tion et au subventionnement de
l'enseignement spécial intégré.

AMENDEMENTS PROPOSES
PAR M. MOUTON ET CONSORTS

BELGISCHE SENAAT

Zitting 1985 - 1986

13 januari 1986

Ontwerp van wet houdende organisatie
en subsidiëring van het geïntegreerd
buitengewoon onderwijs.

AMENDEMENTEN VAN
DE H. MOUTON c.s.

ART. 1er

Supprimer cet article.

Justification.

La modification de l'intitulé initial n'apporter rien à l'intégration puisque la modification de certains articles de la loi du 06 juillet 1970 permettra de prendre en considération les expériences d'enseignement intégré.

Cette modification de l'intitulé initial risque cependant d'altérer le bien-fondé de certains articles qui s'appliquent uniquement à l'enseignement spécial.

ART. 2

Remplacer l'article 1er, premier alinéa, proposé par cet article par le texte suivant :

"La présente loi s'applique aux enfants et aux adolescents qui, aptes à recevoir un enseignement, sont toutefois inaptes à suivre celui-ci dans un établissement scolaire ordinaire.

Elle s'applique également aux enfants et aux adolescents qui, après avis de l'instance de guidance, s'engagent dans un processus d'intégration visant leur insertion dans l'enseignement ordinaire.

L'enseignement spécial pourvoit à l'instruction et à l'éducation des élèves qui lui sont confiés :

- a) en assurant le développement de leurs aptitudes physiques, morales et intellectuelles et leur ajustement social ;

- b) en les préparant : - à la vie familiale ;
- à l'exercice de métiers ou de professions compatibles
avec leurs particularités ;
- si nécessaire, à l'occupation en milieu protégé."

Justification :

La loi sur l'enseignement spécial est et doit rester le tout cohérent prévu par le législateur. Il va de soi que ce type d'enseignement vise l'intégration la meilleure pour les enfants et les adolescents qui lui sont confiés.

Pour ce faire, il est nécessaire que dans la loi du 06 juillet 1970 apparaisse clairement cette volonté d'intégration qui doit être présente tout au long de l'action d'un établissement spécialisé.

L'article premier de la loi initiale prévoyait l'insertion du handicapé dans la société mais passait sous silence la possibilité d'un processus d'intégration scolaire qui ne peut résulter que du fruit d'une franche collaboration entre l'enseignement spécial et l'enseignement ordinaire.

ART. 3

- A. A l'alinéa premier de cet article, supprimer les mots "sous un chapitre IIbis (nouveau) "de l'enseignement intégré"

Justification.

L'insertion de cet article est inutile si on admet que l'intégration est un processus qui s'inscrit tout naturellement dans les préoccupations de l'enseignement spécial.

L'adjonction de l'article 5 bis suffit car il explicite les modalités d'organisation d'expériences d'enseignement intégré.

B. Modifier comme suit l'article 5bis proposé par cet article :

- 1) entre les mots "qualification" et l'enseignement ordinaire", remplacer le mot "de" par le mot "dans";
- 2) entre les mots "permanente" et "d'un élève", insérer les mots "partielle ou totale";
- 3) après les mots "peut être organisée", insérer les mots "par les deux types d'enseignement";
- 4) au point 1, insérer le mot "éventuel" après les mots "le montant" et remplacer les mots "d'intégration" par les mots "à attribuer pour tout le projet d'intégration";
- 5) au dernier alinéa, insérer les mots "la nature des projets, les conditions de réalisation" après les mots "chacun en ce qui le concerne";
- 6) au dernier alinéa, remplacer les mots "l'enseignement intégré" par les mots "l'intégration".

Justification.

Les mots "temporaire" et "permanente" déterminent l'intégration dans le temps. Il est également nécessaire de situer toute intégration dans l'action pédagogique et donc dans les contenus des différentes disciplines enseignées.

Les mots "partielle" ou "totale" tout en précisant cette nouvelle dimension, fixent l'ampleur de l'intégration.

Cette intégration, surtout lorsqu'elle est partielle et temporaire nécessite l'intervention et donc la collaboration des deux types d'enseignement.

C'est un leurre de croire qu'un type d'enseignement, en l'occurrence, l'enseignement ordinaire, peut seul organiser l'intégration alors que statistiquement pour 3 élèves sur 4, il est le pourvoyeur de l'enseignement spécial.

L'intégration ne peut réussir que si les deux types d'enseignement décident d'une action concertée sur base d'un projet propre à un élève donné.

L'enseignement spécial a déjà comme objectif la promotion de l'adaptation et donc de l'intégration sociale.

L'intégration scolaire ne fera qu'amplifier et compléter ce qui existe déjà.

La loi de 1970 prévoit en son article 15 que les formulaires de certificats et/ou diplômes sont identiques à ceux utilisés dans l'ordinaire.

Force nous est cependant de reconnaître que certaines personnes et certains organismes n'attribuent pas la même valeur à ces documents selon qu'ils sont délivrés par un établissement d'enseignement ordinaire ou un établissement d'enseignement spécial.

La nouvelle formulation met fin à cette ségrégation puisqu'elle permet à un enfant impliqué dans une action d'intégration d'obtenir les certifications dans l'enseignement ordinaire.

Lorsqu'il y a intégration, certaines interventions extérieures aux deux types d'enseignement peuvent être organisées dans des cas bien précis

La loi doit prévoir cette éventualité et permettre à toute action de se dérouler dans un contexte réglementaire.

Il faut accepter le fait que l'intégration peut, en fonction du handicap, revêtir les formes les plus diverses. La nouvelle loi sur l'obligation scolaire introduit l'enseignement à horaire réduit ainsi que la formation à temps partiel.

Ces différentes formes d'enseignement peuvent influencer et donc diversifier les types d'intégration.

Les modifications apportées au texte de la loi du 06 juillet 1970 permettent de prévoir cette diversité et donc d'en tenir compte. Tout en permettant aux divers projets de voir le jour, la modification introduite permet au Ministre concerné de s'entourer d'un maximum de garanties nécessaires au succès des diverses initiatives d'intégration.

H. MOUTON

E. HISMANS

S. MOUREAUX

J. SMITZ

W. TAMINIAUX

ART. 1

Dit artikel te doen vervallen.

VERANTWOORDING

De wijziging van het oorspronkelijke opschrift bevordert geenszins de integratie, aangezien de wijziging van sommige artikelen van de wet van 6 juli 1970 het mogelijk maakt rekening te houden met de experimenten inzake geïntegreerd onderwijs.

Deze wijziging van het oorspronkelijke opschrift dreigt trouwens de geldigheid aan te tasten van bepaalde artikelen die uitsluitend betrekking hebben op het buitengewoon onderwijs.

ART. 2

Het eerste lid van artikel 1, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt :

"Deze wet is van toepassing op kinderen en adolescenten die, hoewel geschikt voor onderwijs, ongeschikt zijn om in een gewone school onderwijs te volgen. Zij is eveneens van toepassing op kinderen en adolescenten die, na het advies van de instelling belast met de begeleiding, aan een integratieproces beginnen dat hun inschakeling in het gewoon onderwijs mogelijk moet maken.

Het buitengewoon onderwijs voorziet in het onderricht en de opvoeding van de leerlingen die aan zijn zorg zijn toevertrouwd :

- a) door hun lichamelijke, zedelijke en geestelijke geschiktheden te ontwikkelen en hun sociale aanpassing te bevorderen;
- b) door hen voor te bereiden :
 - op het gezinsleven;
 - op de uitoefening van een ambt of een beroep dat verenigbaar is met hun eigen aard;
 - en, zo nodig, op bezigheden in een beschermd milieu."

VERANTWOORDING

De wet op het buitengewoon onderwijs is een door de wetgever gewild samenhangend geheel en moet dat ook blijven. Het spreekt vanzelf dat dit type van onderwijs de best mogelijke integratie beoogt van de kinderen en adolescenten die aan zijn zorg zijn toevertrouwd.

Met dat doel moet deze wil tot integratie duidelijk in de wet van 6 juli 1970 tot uiting komen en moet het beleid van de gespecialiseerde onderwijsinstellingen steeds van deze wil doordrongen zijn.

Artikel 1 van de oorspronkelijke wet voorziet in de inschakeling van de gehandicapten in de samenleving, maar zegt niets omtrent de mogelijkheid van een integratieproces op school, dat enkel het resultaat kan zijn van een nauwe samenwerking tussen het buitengewoon en het gewoon onderwijs.

ART. 3

- A. In het eerste lid van dit artikel de woorden "onder een hoofdstuk IIbis (nieuw) -Geïntegreerd onderwijs" te doen vervallen.

VERANTWOORDING

Het invoegen van dit artikel is nutteloos wanneer men aanneemt dat de integratie tot de normale gang van zaken behoort in het buitengewoon onderwijs.

De toevoeging van artikel 5bis volstaat omdat het bepaalt op welke wijze experimenten in het geïntegreerd onderwijs worden georganiseerd.

B. Artikel 5bis, zoals voorgesteld door dit artikel, te wijzigen als volgt :

- 1) tussen het woord "kwalificatiegetuigschrift" en de woorden "het gewoon onderwijs" het woord "van" te vervangen door het woord "in";
- 2) tussen de woorden "permanente" en "integratie" in te voegen de woorden "gedeeltelijke of gehele";
- 3) na de woorden "in het gewoon onderwijs" in te voegen de woorden "door de twee onderwijstypes";
- 4) in punt 1. de woorden "het bedrag" te vervangen door de woorden "het eventuele bedrag" en de woorden "het integratiekrediet of de integratietoelage" te vervangen door de woorden "het krediet of de toelage toe te kennen voor elk integratieproject";
- 5) in het laatste lid, na de woorden "Hoge Raad voor Buitengewoon Onderwijs", in te voegen de woorden "de aard van de projecten, de voorwaarden voor de uitvoering en";
- 6) in het laatste lid, de woorden "de modaliteiten van organisatie van het geïntegreerd onderwijs" te vervangen door de woorden "en de wijze waarop de integratie wordt georganiseerd".

VERANTWOORDING

De woorden "tijdelijke" en "permanente" slaan op de integratie in de tijd. Het is ook nodig dat iedere integratie in een pedagogische context wordt gesitueerd en bijgevolg een plaats krijgt in de verschillende vakken die worden onderwezen.

De woorden "gedeeltelijk" of "geheel", welke die nieuwe dimensie aangeven, bepalen hoe ver die integratie reikt.

Voor die integratie, vooral wanneer zij gedeeltelijk en tijdelijk is, dienen beide onderwijstypes tussenbeide te komen en dus mee te werken.

Het is een illusie te menen dat één type van onderwijs, in dit geval het gewoon onderwijs, de integratie alleen kan organiseren terwijl statistisch gezien drie van de vier leerlingen in het buitengewoon onderwijs uit het gewoon onderwijs komen.

De integratie kan alleen maar slagen indien de twee onderwijs-
types besluiten tot een gezamenlijk optreden op grond van een
project dat aan de leerling individueel is aangepast.

Het buitengewoon onderwijs heeft reeds ten doel om de aanpassing
en dus de sociale integratie te bevorderen.

De integratie op school kan alleen maar versterken en aanvullen
wat reeds bestaat.

Artikel 15 van de wet van 1970 bepaalt dat de formulieren voor
getuigschriften en/of diploma's dezelfde zijn als die welke in
het gewoon onderwijs worden gebruikt.

Wel moet worden toegegeven dat sommige personen en instellingen
een verschillende waarde toekennen aan die documenten, naargelang
zij worden uitgereikt door een instelling voor gewoon onderwijs
dan wel door een instelling voor buitengewoon onderwijs.

De nieuwe formulering maakt een einde aan die discriminatie,
aangezien het voor een kind voor wie een experiment tot integratie
is opgezet, mogelijk wordt om getuigschriften te halen in het
gewoon onderwijs.

Wanneer de integratie er is, kan er in nauwkeurig bepaalde
gevallen opgetreden worden buiten de twee onderwijstypes.

De wet dient in die mogelijkheid te voorzien en te zorgen dat
elk experiment op een reglementaire wijze verloopt.

Men moet kunnen aanvaarden dat de integratie zeer uiteenlopende
vormen aanneemt, naargelang van de handicap. De nieuwe wet op de
leerplicht voert het onderwijs met beperkt leerplan en de deel-
tijdse vorming in.

Die verschillende onderwijsvormen kunnen dus de verschillende
vormen van integratie beïnvloeden en diversifiëren.

Doc. C° 1
Ens. et Sc.

- 11 -

C° st 1
Ond. en Wet.

De wijzigingen van de wet van 6 juli 1970 maken die diversiteit mogelijk, zodat er rekening mee kan worden gehouden.

Door verschillende projecten mogelijk te maken, biedt de voorgestelde wijziging aan de Minister de kans om voor zoveel mogelijk waarborgen te zorgen, die noodzakelijk zijn voor het welslagen van de verschillende integratie-initiatieven.

630 (1983-1984) - n° 1
Document de Commission n° 2
Enseignement et Science

SENAT DE BELGIQUE

Session de 1985 - 1986

13 janvier 1986

Projet de loi relatif à l'organisation et au subventionnement de l'enseignement spécial intégré.

AMENDEMENTS PROPOSES
PAR M. HAZETTE

ART. 1er

A cet article, entre les mots "et" et "intégré", insérer le mot "spécial".

ART. 3

A. A cet article, à la deuxième ligne, insérer le mot "spécial" entre les mots "enseignement" et "intégré".

B. A la fin du deuxième alinéa, remplacer les mots "sous l'appellation d'enseignement intégré" par la disposition suivante : "Cet enseignement est dispensé par l'enseignement ordinaire et l'enseignement spécial agissant en collaboration sous l'appellation d'enseignement spécial intégré."

C. A la dernière ligne de cet article, insérer le mot "spécial" entre les mots "enseignement" et "intégré".

P. HAZETTE.

R.A 12929.

630 (1983-1984) - nr. 1
Commissiestuk nr. 2
Onderwijs en Wetenschap

BELGISCHE SENAAT

Zitting 1985 - 1986

13 januari 1986

Ontwerp van wet houdende organisatie en subsidiëring van het geïntegreerd buitengewoon onderwijs.

AMENDEMENTEN VAN
DE H. HAZETTE

ART. 1

In dit artikel, na de woorden "en geïntegreerd" in te voegen het woord "buitengewoon".

ART. 3

A. Op de tweede regel van dit artikel, tussen de woorden "geïntegreerd" en "onderwijs" in te voegen het woord "buitengewoon".

B. In fine van het tweede lid, de woorden "onder de benaming geïntegreerd onderwijs" te vervangen als volgt : "Dit onderwijs wordt verstrekt door het gewoon en het buitengewoon onderwijs die daartoe samenwerken onder de benaming geïntegreerd buitengewoon onderwijs."

C. Op de laatste regels van dit artikel, tussen de woorden "geïntegreerd" en "onderwijs" in te voegen het woord "buitengewoon".

R.A 12929.

630 (1983-1984) - n° 1
Document de Commission n° 3
Enseignement et Science

SENAT DE BELGIQUE

Session de 1985 - 1986

13 janvier 1986

Projet de loi relatif à l'organisation et au subventionnement de l'enseignement spécial intégré.

AMENDEMENT PROPOSE
PAR MM. PECRIAUX ET MOUTON

ART. 3

Au dernier alinéa de cet article, remplacer les mots "ministres de l'Education nationale" par "ministres communautaires de l'Enseignement".

JUSTIFICATION

Les subventions, les crédits, et les normes sont de la compétence des ministres de l'Education nationale. Par contre, l'organisation de l'enseignement relève de la compétence exclusive des ministres communautaires de l'Enseignement.

N. PECRIAUX
H. MOUTON.

R.A 12929.

630 (1983-1984) - nr. 1
Commissiestuk nr. 3
Onderwijs en Wetenschap

BELGISCHE SENAAT

Zitting 1985 - 1986

13 januari 1986

Ontwerp van wet houdende organisatie en subsidiëring van het geïntegreerd buitengewoon onderwijs.

AMENDEMENT VAN
DE HH. PECRIAUX EN MOUTON

ART. 3

In het laatste lid van dit artikel de woorden "ministers van Onderwijs" te vervangen door de woorden "gemeenschapsministers van Onderwijs".

VERANTWOORDING

De subsidies, de kredieten en de normen vallen onder de bevoegdheid van de ministers van Onderwijs. De organisatie van het onderwijs daarentegen valt onder de exclusieve bevoegdheid van de gemeenschapsministers van Onderwijs.

R.A 12929.

630 (1983-1984) - n° 1
Document de Commission n° 4
Enseignement et Science

630 (1983-1984) - nr. 1
Commissiestuk nr. 4
Onderwijs en Wetenschap

SENAT DE BELGIQUE

Session de 1985 - 1986

23 janvier 1986

Projet de loi relatif à l'organi-
sation et au subventionnement de
l'enseignement spécial intégré.

AMENDEMENTS PROPOSES PAR
MM. TAMINIAUX ET MOUTON

BELGISCHE SENAAT

Zitting 1985 - 1986

23 januari 1986

Ontwerp van wet houdende organisatie
en subsidiëring van het geïntegreerd
buitengewoon onderwijs.

AMENDEMENTEN VAN
DE HH. TAMINIAUX EN MOUTON

ART. 2

Remplacer l'article 1er, premier alinéa, proposé par cet article par le texte suivant :

"La présente loi s'applique aux enfants et adolescents aptes à recevoir un enseignement mais dont les besoins éducatifs particuliers et généraux ne peuvent pas être rencontrés par un établissement scolaire ordinaire.
Ils sont dénommés ci-après "handicapés".

Elle s'applique aussi aux élèves de l'enseignement spécial dont les potentialités permettent d'engager un processus d'intégration dans l'enseignement ordinaire et de bénéficier ainsi de l'enseignement spécial intégré."

Justification

Cette formulation est plus positive tout en conservant à la loi son champ d'application.

En effet, elle introduit la notion de structure inadaptée plutôt que d'élève inadapté ou inapte, et s'appuie exclusivement sur les potentialités des enfants et adolescents.

La qualité d'élève régulier de l'enseignement spécial est une nécessité même pour celui qui pourra être engagé dans un processus d'intégration dans l'enseignement ordinaire.

Elle s'obtient par l'application pure et simple de l'art. 5 de la loi du 6 juillet 1970.

ART. 3

Remplacer l'article 5bis proposé par cet article par le texte suivant :

"Article 5 bis : Afin d'atteindre les objectifs de socialisation et de formation ou afin de permettre l'obtention d'un certificat d'études ou d'un certificat de qualification dans l'enseignement ordinaire, l'intégration temporaire ou permanente, partielle ou totale, d'un élève handicapé, au sens de l'article 1er de la présente loi, dans l'enseignement ordinaire peut être organisée sous l'appellation d'enseignement spécial intégré.

Le recours à l'utilisation de cette modalité de fonctionnement de l'enseignement spécial doit être décidée après :

- assentiment des parents;
- accord de la direction de l'établissement d'enseignement ordinaire;
- avis motivé du Conseil de classe et de l'organisme chargé de la guidance.

Cette intégration peut être organisée aux niveaux maternel, primaire et secondaire.

Le Roi fixe le montant du crédit ou de la subvention à attribuer pour tout projet d'intégration.

Sur avis du Conseil supérieur de l'Enseignement spécial, les Ministres de l'Education Nationale déterminent chacun en ce qui le concerne, les modalités d'organisation de l'enseignement spécial intégré."

Justification

Il s'agit pour une large part de l'essentiel de l'article 15 de l'A.R. du 28/06/78 qui a permis des intégrations harmonieuses et efficaces.

W. TAMINIAUX
H. MOUTON.

°

°

°

ART. 2

Het eerste lid van artikel 1, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt :

"Deze wet is van toepassing op kinderen en adolescenten die geschikt zijn voor onderwijs, maar wier bijzondere en algemene noden inzake opvoeding niet kunnen worden opgevangen door een gewone onderwijsinstelling.

Zij worden hierna "gehandicapten" genoemd.

Deze wet is eveneens van toepassing op de leerlingen van het buitengewoon onderwijs die over zodanige mogelijkheden beschikken dat zij aan een integratieproces in het gewoon onderwijs kunnen beginnen en geïntegreerd buitengewoon onderwijs kunnen genieten."

VERANTWOORDING

Deze formulering is positiever en handhaaft het toepassingsgebied van de wet.

Zij voert immers het begrip onaangepaste structuur in, in plaats van onaangepaste of ongeschikte leerling, en steunt uitsluitend op de mogelijkheden van de kinderen en adolescenten.

De hoedanigheid van regelmatige leerling van het buitengewoon onderwijs is een noodzaak, ook voor degene die aan een integratieproces in het gewoon onderwijs kan beginnen.

Die hoedanigheid wordt verkregen door eenvoudig artikel 5 van de wet van 6 juli 1970 toe te passen.

ART. 3

Artikel 5bis, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt :

"Artikel 5bis.- Met het doel de socialisatie en de opleiding te bevorderen of om de mogelijkheid te bieden een studie- of kwalificatiegetuigschrift in het gewoon onderwijs te behalen, kan de tijdelijke of permanente, gedeeltelijke of gehele, integratie van een gehandicapte leerling, in de zin van artikel 1 van deze wet, in het gewoon onderwijs worden georganiseerd, onder de benaming geïntegreerd buitengewoon onderwijs. Tot de toepassing van die werkwijze in het buitengewoon onderwijs dient te worden besloten na :

- de instemming van de ouders;
- het akkoord van de directie van de instelling voor gewoon onderwijs;
- het beredeneerd advies van de klasseraad en van de instelling belast met de begeleiding.

Die integratie kan worden georganiseerd in het kleuteronderwijs, het lager onderwijs en het secundair onderwijs.

Doc. C° 4
Ens. et Sc.

- 5 -

C° st 4
Ond. en Wet.

De Koning bepaalt het bedrag van het krediet of de toelage toe te kennen aan ieder integratieproject.

De ministers van Onderwijs bepalen, ieder wat hem betreft, op advies van de Hoge Raad voor Buitengewoon Onderwijs, de wijze waarop het geïntegreerd buitengewoon onderwijs wordt georganiseerd."

VERANTWOORDING

Dit amendement neemt grotendeels het belangrijkste over van artikel 15 van het koninklijk besluit van 28 juni 1978, dat een harmonische en doeltreffende integratie heeft mogelijk gemaakt
